Ce samedi 13 Octobre 2012 les militants du Parti de Gauche du Bas Rhin étaient présents en nombre à l'appel des associations CSFR (Comité pour la Sauvegarde de Fessenheim et de la plaine du Rhin), Stop Fessenheim et Stop Transports-Halte au Nucléaire dans le cadre de la journée nationale d'action contre le nucléaire initiée par le Réseau Sortir du Nucléaire (RS N).

Ils ont pris part au rassemblement organisé au pied de la cathédrale de Strasbourg puis à la marche en direction de la place Kleber. Le mot d'ordre de cette journée était : fermeture immédiate de la centrale de Fessenheim, devenue le symbole pour les militants anti-nucléaire de l'obstination des divers gouvernements à poursuivre dans le nucléaire.

En activité depuis 1978 (34 ans), la centrale de Fessenheim est la plus vieille centrale du parc nucléaire Français. L'annonce de sa fermeture en 2016 lors de la conférence environnementale de septembre dernier est synonyme de poursuite du programme électronucléaire Français en dépit de tout bon sens. Elle est aussi synonyme de capitulation du gouvernement PS/EELV face aux lobbys du nucléaire et de renoncement de la part de EELV de son engagement dans la lutte contre le nucléaire.

Au total plus de 500 personnes ont pris part à ce rassemblement festif, pour former au pied de la cathédrale un « STOP » géant et pour marcher en musique et aux cris de « FERMONS FESSENHEIM ET SORTONS DU NUCLEAIRE » en direction de la place Kleber.

Plus tard dans la journée et à l'initiative du Parti de Gauche, s'est tenue une Assemblée Citoyenne au bar « le Xanadu » qui a rassemblé une dizaine de militants anti-nucléaire dont Jean-Marie Brom, physicien et porte parole du réseau Sortir du Nucléaire. Le thème de cette Assemblée était « La fermeture de Fessenheim... c'est maintenant! ». Il y fut beaucoup question de l'avenir de la lutte anti-nucléaire et de la place d'un véritable parti de gauche pour relayer ce message : le nucléaire est obsolète, sortons du nucléaire par une véritable planification écologique replaçant les citoyens au cœur des choix énergétiques nationaux et garantissant un droit à l'énergie pour tous. Un tel programme n'est pas compatible avec l'austérité.